

ou le problème des excédents serait réparti dans toute l'industrie céréalière. Les agriculteurs sont au courant de la situation; ils savent qu'il y a un excédent d'inventaire.

Dans l'ensemble, ils reconnaissent que les stocks de blé atteignent le milliard de boisseaux, comme ce sera le cas au 31 juillet; nous avons 500 millions de boisseaux de plus qu'il ne faut pour fins commerciales ou autres. Si nous n'avions pas ce surplus, il faudrait, d'après les analyses effectuées, garder le reste très longtemps avant de pouvoir l'écouler.

Cela veut dire que sans ces 500 millions de boisseaux, nous en avons assez pour toutes les occasions de ventes et les autres fins, dont les programmes d'assistance et tout autre usage. Même en matière d'aide, il y a une limite à ce que le monde peut absorber. Quand vous transformez le blé en pain, par exemple, le blé ne représente environ qu'un cinquième du prix de revient. Il faut de l'argent pour le déplacer et de l'argent pour le mouder; il faut construire des ports, des routes et des camions dans les pays où le blé est expédié.

L'affaire était simplement, monsieur l'Orateur, que cet inventaire représentait une lourde charge pour l'industrie agricole, charge qui coûtait des millions de dollars par an et causait de multiples distorsions quant aux récoltes. J'ai dit qu'il nous fallait maximiser nos ventes.

Des voix: Bravo!

Une voix: D'autres pays le font.

L'hon. M. Lang: Nos chiffres pour cette année indiquent qu'en fait, la campagne agricole 1969-1970 va être très bonne sur le plan des ventes.

Une voix: Oh! Va être.

L'hon. M. Lang: Monsieur l'Orateur, parvenus à la moitié de cette campagne, les producteurs avaient livré autant de graine de colza l'année précédente et ils avaient livré autant de graine de lin que l'année précédente et autant de blé dur que pendant la moitié de l'année précédente. Le blé traînait...

Une voix: C'est le gouvernement qui traînait.

L'hon. M. Lang: ...par suite de la décision qu'il fallait prendre pour tenter de contenir les prix dans l'arrangement international sur les céréales. Les ventes ont fléchi et j'ai été plutôt désolé d'entendre le député de Saskatoon-Biggar (M. Gleave) conclure à un manque d'appui et critiquer la Commission

canadienne du blé. Je ne m'attendais pas à cela de lui. Alors que les ventes...

M. l'Orateur suppléant: A l'ordre. Le député de Saskatoon-Biggar (M. Gleave) souleva la question de privilège.

M. Gleave: Monsieur l'Orateur, je tiens à bien préciser que je ne critiquais pas la Commission du blé. Je critiquais le gouvernement. Qu'il n'y ait pas de malentendu à ce sujet.

L'hon. M. Lang: Je suis sûr, monsieur l'Orateur, que c'était vraiment son intention, mais c'est malheureux qu'il ait incriminé la Commission du blé du même coup.

Les ventes ont fléchi au cours de la première moitié de la présente campagne agricole, mais à la fin de cette campagne, les exportations vont s'établir à 375 millions de boisseaux, soit plus que pour toutes les années sauf une, entre la constitution de la Commission du blé en 1943 et la première vente à la Russie en 1963.

Une voix: Nous sommes en 1970.

L'hon. M. Lang: Si l'année en cours était la seule où les ventes sont basses, on pourrait se demander où est ce problème d'argent dont on parle tant. Mais, évidemment, cette année en suit deux où les ventes se sont révélées très médiocres, et c'est pourquoi les fermiers sont à court d'argent et que nous nous inquiétons. C'est pourquoi on ne peut s'attendre que l'ajustement de l'inventaire que l'industrie devait faire en toute logique le soit par elle seule. C'est pourquoi nous avons dû essayer de concevoir un programme qui toucherait simultanément le problème de l'inventaire et celui des fonds. Nous avons coordonné nos efforts afin d'obtenir des résultats dans le plus bref délai possible.

Monsieur l'Orateur, les 500 millions de boisseaux de blé additionnels qui dépassent les besoins commerciaux coûtent cher à entreposer. Plus longtemps on les entrepose, plus longtemps faut-il payer les dépenses que cela entraîne. Il était donc évident que, en essayant de réduire l'inventaire et d'éviter d'accumuler des surplus non utilisables dans d'autres récoltes, il fallait diminuer le plus rapidement possible la production de 22 millions d'acres dans une année. Nous avons étudié la possibilité de le faire sur une longue ou sur une courte période. Toute prolongation ne ferait que faire durer la souffrance et la période de conversion de ces superficies à d'autres cultures. Les députés cultivateurs savent parfaitement que c'est cela qui serait arrivé. Ainsi, nous avons étudié la possibilité